

Direction Risques Industriels  
*Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales*  
*Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud*  
2, rue Jean RICHEPIN  
BP 60079  
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 25/05/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PAPREC ENERGIES 66**

Coume dels Très Pilous  
66600 Calce

Réf: 2023-88-PR

Code AIOT : 0018300005

Pièces jointes : Exemple tableau de résultats du mois d'octobre 2022 du four 1

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/05/2023 dans l'établissement PAPREC ENERGIES 66 implanté Coume dels Très Pilous 66600 Calce.

L'inspection a été annoncée le 28/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles des ICPE qui fixe une périodicité annuelle de visite pour ce site.

L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative du site et par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

Le thème retenu pour cette inspection est le contrôle des rejets atmosphériques dans le cadre de l'action nationale 2023.

Cette action nationale vise à vérifier le contrôle des rejets atmosphériques des installations classées par le contrôle de la canalisation des effluents, la gestion des installations de traitement des fumées, la réalisation des contrôles réglementaires et le respect des valeurs limites d'émission.

Le référentiel d'inspection utilisé est le Code de l'environnement, l'arrêté ministériel du 20/09/2002 relatif aux installations d'incinération de déchets non dangereux et l'arrêté d'autorisation du 16/02/2006 modifié.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PAPREC ENERGIES 66
- Coume dels Très Pilous 66600 Calce
- Code AIOT : 0018300005
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CYDEL a été chargée par le SYDETOM 66 d'assurer une Délégation de Service Public pour le financement, la conception, la construction et l'exploitation d'un centre de tri et d'un incinérateur avec valorisation énergétique. Dans ce cadre la société CYDEL a été autorisée initialement par arrêté préfectoral n° 4210 du 22 novembre 2000, à exploiter un centre de tri de déchets ménagers issus de collectes sélectives et de Déchets Industriels et Commerciaux Banals (DICB), aux fins de valorisation matière et un incinérateur de déchets non-dangereux et de déchets d'activités de soins à risques infectieux.

L'extension de cet incinérateur par l'adjonction d'un 3ème four a été autorisée par arrêté n° 690/06 du 16 février 2006, qui constitue l'acte administratif de référence.

Les activités principales autorisées sont les suivantes :

- Tri et préparation de déchets ménagers issus de collectes sélectives, en vue de leur valorisation matière, pour un tonnage maximum annuel entrant de 30.000 tonnes.
- Exploitation d'une Unité d'Incinération avec valorisation énergétique dimensionnée pour traiter une charge thermique équivalente à 240.000 tonnes par an de déchets, au moyen de trois fours à grilles respectivement de capacité nominale 11 t/h, 11 t/h et 7 t/h ce qui donne une capacité totale de 29 t/h.
- Incinération des DASRI pour une capacité de 17000 t/an.
- Mise en balles de déchets après extraction de la partie fermentescible des OM pour une capacité de 25 t/h et une capacité de stockage de 9750 t. La mise en balles permet de faire face à la surproduction pendant la saison estivale ou de délester une partie des déchets pendant les arrêts techniques. Les déchets sont d'abord triés afin d'extraire la partie fermentescible puis les déchets «propres et secs» sont mis en balles et stockés dans un bâtiment spécifique. Ces balles sont incinérées pendant la période d'hiver.

Le 3e four a été mis en service au début de l'année 2009 amenant cet incinérateur à sa capacité nominale.

Le centre de tri a été modernisé en 2013 afin de passer d'une capacité de production de 6,7 t/h à 10 t/h.

Plus récemment en 2018 / 2019 CYDEL a modifié les équipements de valorisation de la chaleur produite par la combustion des déchets dans les 3 fours afin de pouvoir desservir un réseau de chaleur, en plus de la génération d'électricité par une turbine à condensation. Le réseau de chaleur a été mis en service en avril 2019.

Cydel a été intégré à la société Dalkia Waste Energie (groupe EDF) après le rachat par celle-ci du groupe TIRU.

Au début de l'été 2021 Dalkia a cédé sa branche Dalkia Waste Energy au groupe Paperec.

Par courrier du 03/10/2022 le directeur de UVE de Calce a informé la préfecture du changement de dénomination sociale de la société CYDEL en PAPREC ENERGIES 66 et confirmé qu'il ne s'agit pas d'un changement d'exploitant, les autres caractéristiques de la société étant inchangées.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :** contrôle des rejets atmosphériques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Envol de déchets au centre de tri	Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 2.1.6.5	Délai : 28 jours

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 3.2.1
2	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 3.2.1
3	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 3.2.1
4	Plate-forme de mesure	Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 3.2.1.1
5	Hauteur de cheminée	Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 3.2.2
6	Valeurs limites d'émission dans l'air	Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 3.2.3
7	Conditions de respect des valeurs limites	Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 3.2.4

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
8	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 3.1.1
9	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 9.2.1

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que les moyens et l'organisation mise en place pour traiter et surveiller les rejets atmosphériques permettent de respecter les critères définis par la réglementation nationale et d'assurer une bonne maîtrise des émissions.

Les futures contraintes applicables à compter de décembre 2023 en application de l'arrêté du 12/01/21 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération, sont prises en compte et l'exploitant devrait être en mesure de respecter les nouveaux paramètres de contrôle d'ici cette échéance.

Concernant le résultat de la visite, 3 observations ont été formulées et 1 fait susceptible de suites, a été relevé. Ces faits et observations sont récapitulés dans les fiches de constats figurant au rapport.

Le fait susceptible de suites relevés qui n'engage pas la sécurité et ne présente pas un risque important pour la protection de l'environnement, et qui peut être mis en conformité rapidement, conduit l'inspection à proposer d'accorder à l'exploitant un délai de 28 jours pour apporter la démonstration de sa conformité aux prescriptions.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Conditions de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Points de rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.
<b>Constats :</b> L'incinérateur comprend 3 rejets canalisés principaux correspondant aux 3 cheminées des 3 fours. La dernière étude d'impact de 2006 recense également quelques émissions telles que les soupapes et les fuites diverse de vapeur d'eau considérées comme ne présentant pas de risque de pollution particulière car s'agissant d'émissions de vapeur d'eau. Le site dispose également d'un groupe électrogène de secours, avec un conduit d'évacuation des fumées dédié débouchant en toiture, mais qui n'est utilisé que lors des essais de fonctionnement.  Les déchets odorants ou susceptibles de libérer des substances volatiles sont déchargés dans la fosse de l'UVE. Cette fosse est en dépression via les fours afin de limiter au maximum les émissions diffuses odorantes.  L'exploitant confirme qu'il n'y a pas eu de modification des rejets canalisés excepté : <ul style="list-style-type: none"><li>• la mise en place d'un système de captation et de centralisation des poussières générées par le process au centre de tri, disposant d'un émissaire de rejet (PAC instruit en 2014) ;</li><li>• ajout d'un système d'extraction de la trémie de réception des boues de step raccordé à une installation de désodorisation qui a fait l'objet du PAC instruit en avril 2023.</li></ul>
<b>Observation :</b> L'étude d'impact étant ancienne, l'inspection propose que l'exploitant mette à jour la liste des points de rejets canalisés et des zones d'émissions diffuses avec un repérage sur un plan.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Conditions de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Points de rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur. Les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.  Art 16 AM 20/09/02 a) Forme des conduits

<p>La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, doit être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.</p> <p>La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits doit être tel qu'il ne puisse à aucun moment y avoir siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne doivent pas présenter de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché doit être continue et lente</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant confirme l'absence de modification des cheminées et de leur débouché à l'atmosphère.</p> <p>Les 3 cheminées sont constituées par un tube débouchant directement à l'atmosphère, sans convergent.</p> <p>L'exploitant précise que les 3 cheminées font l'objet d'un contrôle annuel afin d'expertiser l'intérieur des cheminées (vérification de l'état général, corrosion, déformations, fissurations, équipements de contrôle)...</p> <p>Par sondage le rapport de contrôle de la ligne 3 référence 22.5/038 du 09/06/202 réalisé par la société MCC2I est présenté en séance.</p> <p>Lors de la visite du site le débouché en toiture des 3 cheminées a été visualisé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

### N° 3 : Conditions de rejet

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 3.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Canalisation des émissions</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans ce registre.</p> <p>La dilution des rejets atmosphériques est interdite.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'écran de supervision des rejets atmosphériques en salle de commande permet de visualiser les résultats pour les 3 lignes et les alarmes éventuelles.</p> <p>En cas de dépassement d'une VL une fiche d'action corrective et ouverte.</p> <p>Ces anomalies sont tracées dans les rapports DREAL trimestriels.</p> <p>A titre d'exemple le rapport du T4 – 2022 fait état d'un dépassement de la VL HCl le 29/10/2022 sur la ligne 1. L'explication figure sous le tableau (vis d'injection de chaux cassés) et la fiche d'action précise les mesures prises (intervention de l'astreinte mécanique et électrique pour le changement de la vis de chaux).</p> <p>L'exploitant présente en séance le tableau des résultats 1/2 heure qui permet de suivre la dérive sur le paramètre HCl et SO<sub>2</sub> de 11h à 22h30.</p> <p>L'exploitant précise que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la VL journalière applicable à compter de décembre 2023 (8 mg/Nm<sup>3</sup> à la place de 10 mg/Nm<sup>3</sup>) et prise en compte sur les valeurs 1/2 heure ce qui permet d'alerter rapidement en cas de dérive des paramètres ;</li> <li>le site est organisé avec 3 types d'astreinte (direction, mécanique, électrique) pour pouvoir réagir efficacement en cas de problème ;</li> <li>cet événement n'a pas conduit à des pics importants d'HCl et en particulier de dépassement de la VL 1/2 heure (60 mg/Nm<sup>3</sup>) puisqu'une partie de la chaux continue à circuler en circuit fermé dans le lit fluidisé du réacteur ;</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>cet évènement a conduit à un dépassement de la VL journalière (11,91 mg/Nm<sup>3</sup> pour une VL à 10 mg/Nm<sup>3</sup>).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Plate-forme de mesure

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 3.2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Points de prélèvements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Afin de permettre la détermination de la composition et du débit des gaz de combustion rejetés à l'atmosphère, une plate-forme de mesure fixe sera implantée sur la cheminée ou sur un conduit de l'installation de traitement des gaz.</p> <p>Les caractéristiques de cette plate-forme devront être telles qu'elles permettent de respecter en tout point les prescriptions des normes en vigueur, et notamment celles de la norme NF X 44 052, en particulier pour ce qui concerne les caractéristiques des sections de mesure.</p> <p>En particulier, cette plate-forme doit permettre d'implanter des points de mesure dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.</p> <p>Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Art 16 AM 20/09/02</p> <p>d) Plate-forme de mesure</p> <p>Si une même cheminée reçoit les gaz provenant de plusieurs lignes de traitement des fumées, une section de mesure conforme aux prescriptions de la norme NF X 44 052 sera aménagée par ligne, de manière à permettre la mesure séparée des effluents de chaque ligne de traitement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Chaque four dispose d'une cheminée et d'une passerelle abritée.</p> <p>Les rejets font l'objet de contrôles semestriels par des organismes externes accrédités. Les rapports des organismes ne font pas l'objet de remarque sur l'accessibilité, le positionnement et la conformité des plate-formes de mesures sur les 3 lignes.</p> <p>L'exploitant présente les derniers rapports qui confirment en particulier la conformité des passerelles et des orifices de mesure à la norme NF X 44-052.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Hauteur de cheminée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Hauteur de cheminée
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Hauteur de la cheminée par rapport au niveau de l'usine : 37,7 m</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le calcul de la hauteur de cheminée est annexé au dossier de demande.</p> <p>Pour rappel le calcul aboutissait à une hauteur de 40 m (hauteur maximale des bâtiments (35 m) +</p>



5m). Afin d'améliorer l'esthétisme et l'intégration des installations dans le paysage l'exploitant a produit une étude de dispersion des rejets atmosphériques qui a permis de réduire la hauteur à 37,7 m, hauteur retenue dans l'arrêté d'autorisation. L'exploitant confirme qu'il n'y a pas eu de modification sur la hauteur de la cheminée depuis la construction de l'usine d'incinération.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Valeurs limites d'émission dans l'air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traitement des fumées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'installation d'incinération est conçue, équipée, construite et exploitée de manière à ce que les valeurs limites fixées à l'article 3.2.5 ne soient pas dépassées dans les rejets gazeux de l'installation.</p> <p>Art 17 AM 20/09/02 Valeurs limites d'émission dans l'air Les installations d'incinération sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que les valeurs limites fixées à l'annexe 1 ne soient pas dépassées dans les rejets gazeux de l'installation</p>
<p><b>Constats :</b> Le procédé de traitement des fumées choisi pour les lignes 1 et 2 de l'UVE de CALCE est un procédé semi-humide par pulvérisation de réactifs (eau et chaux). Pour la ligne 3, le procédé sec a été retenu par injection de chaux à haute absorption. Ces procédés qui permettent de transformer les polluants gazeux comme le chlore et le soufre en résidus solides par réaction chimique et thermique, n'engendrent pas de rejet liquide. Une injection de coke de lignite permet l'abattement des dioxines et des furannes, ainsi que des métaux lourds (dont le mercure) par un principe d'adsorption. Un procédé non catalytique de captation des NOX est également mis en place en complément du traitement des fumées ; la dénitrification est obtenue par injection d'une solution ammoniacale directement dans les fours. Des filtres à manche en sortie des réacteurs permettent de piéger les particules fines.</p> <p>Chacun des polluants à surveiller est contrôlé par 2 appareils, un principal et un redondant afin d'être en capacité de mesurer, même en cas de panne d'un équipement. L'exploitant précise que les 2 capteurs (principal et redondant) fonctionnent en continu afin de s'assurer de ne pas perdre de valeur en cas de panne d'un capteur, pendant le temps de la mise en route du 2ème capteur. Les résultats de la surveillance des rejets en continu et par les laboratoires agréés externes permettent de vérifier que les critères réglementaires concernant les rejets sont respectés.</p> <p>L'inspection note que l'exploitant ne dispose pas de document récent présentant les dispositifs de traitement des fumées avec les principales caractéristiques techniques.</p>
<p><b>Observation :</b> L'inspection propose que l'exploitant mette à jour le descriptif des installations de traitement et de surveillance des rejets présentant les principales caractéristiques techniques.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 7 : Conditions de respect des valeurs limites

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Conditions de respect des valeurs limites
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Art 18 AM 20/09/02</p> <p>Les valeurs limites d'émission dans l'air sont respectées si :</p> <p>aucune des moyennes journalières mesurées ne dépasse les limites d'émission fixées à l'article 3.2.5 pour le monoxyde de carbone et pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ;</p> <p>aucune des moyennes sur une demi-heure mesurées pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total, le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ne dépasse les valeurs limites définies à l'article 3.2.5 ;</p> <p>aucune des moyennes mesurées sur la période d'échantillonnage prévue pour le cadmium et ses composés, ainsi que le thallium et ses composés, le mercure et ses composés, le total des autres métaux (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V), les dioxines et furannes, ne dépasse les valeurs limites définies à l'article 3.2.5. ;</p> <p>pour les installations mettant en œuvre un dispositif de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs azotés, aucune des moyennes sur une demi-heure mesurées pour l'ammoniac ne dépasse les valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral ;</p> <p>95 % de toutes les moyennes mesurées sur dix minutes pour le monoxyde de carbone sont inférieures à 150 mg/m<sup>3</sup> ;</p> <p>ou aucune mesure correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures ne dépasse 100 mg/m<sup>3</sup>.</p> <p>Les moyennes déterminées pendant les périodes d'indisponibilité visées à l'article 2.1.8 ne sont pas prises en compte pour juger du respect des valeurs limites.</p> <p>Les moyennes sur une demi-heure et les moyennes sur dix minutes sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif (à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré) à partir des valeurs mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % sur chacune de ces mesures.</p> <p>Cet intervalle de confiance ne doit pas dépasser les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission définies à l'article 3.2.5 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Monoxyde de carbone : 10 % ;</li><li>• Dioxyde de soufre : 20 % ;</li><li>• Ammoniac : 40 % ;</li><li>• Dioxyde d'azote : 20 % ;</li><li>• Poussières totales : 30 % ;</li><li>• Carbone organique total : 30 % ;</li><li>• Chlorure d'hydrogène : 40 % ;</li><li>• Fluorure d'hydrogène : 40 %.</li></ul> <p>Les moyennes journalières sont calculées à partir de ces moyennes validées. Pour qu'une moyenne journalière soit valide, il faut que, pour une même journée, pas plus de cinq moyennes sur une demi-heure n'aient dû être écartées . Dix moyennes journalières par an peuvent être écartées au maximum.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Les tableaux des résultats mensuels figurant dans les rapports trimestriels permettent de vérifier le respect des valeurs limites d'émission dans l'air pour les paramètres qui font l'objet d'une surveillance en continu.</p> <p>Ces tableaux font ressortir (cf annexe 1) :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les moyennes journalières pour le CO, les poussières totales, le COT, l'HCl, le SO<sub>2</sub> et les</li></ul>

<p>NOx ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le tableau des compteurs des dépassements des VL jour par polluant</li> <li>• le tableau des compteurs des dépassements des VL 1/2 heure par polluant</li> <li>• le % des dépassements de la VL 150 mg/Nm<sup>3</sup> moyenne sur 10 min du CO</li> <li>• les moyennes non validées sur défaut de l'analyseur</li> <li>• le cumul des heures de dépassement annuel des VL.</li> </ul> <p>Pour rappel, le cadmium et ses composés, ainsi que le thallium et ses composés, le mercure et ses composés, le total des autres métaux (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V) font l'objet d'une surveillance semestrielle par un organisme accrédité.</p> <p>L'exploitant précise que le système d'acquisition des données intègre les paramètres permettant d'effectuer les corrections des données brutes d'analyse et les intervalles de confiance.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 8 : Consignes d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 3.1.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis les procédures concernant plus spécifiquement le suivi des rejets et le traitement des fumées, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- procédure EXP-M032-A « test périodiques traitement des fumées »</li> <li>- procédure EXP-P014-C-REX « procédure de réaction en cas de dépassement VLE »</li> </ul> <p>La première procédure a pour objet de définir les différents contrôles à réaliser et leur périodicité sur les différents équipements liés au traitement des fumées.</p> <p>La deuxième rappelle sous forme de logigramme les points à vérifier en cas de dépassement d'une VL, et les modalités de démarrage, d'arrêt, d'arrêt d'urgence des lignes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 9 : Surveillance des rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 9.2.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance des rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art 28 AM 20/09/02</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets atmosphériques de ses installations. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation, qui sont au moins celles qui suivent. Des fréquences supérieures peuvent être définies par l'arrêté d'autorisation lorsque la sensibilité du milieu récepteur le justifie.</p>

L'exploitant doit réaliser la mesure en continu des substances suivantes :

- poussières totales ;
- substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT) ;
- chlorure d'hydrogène ;
- dioxyde de soufre ;
- oxydes d'azote ;
- ammoniac.

Il doit également mesurer en continu dans les gaz de combustion :

- le monoxyde de carbone ;
- l'oxygène ;
- la vapeur d'eau.
- la température (demandé à l'article 2.1.7.2 "condition de combustion")

Il doit en outre faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, au moins :

- deux mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu et en semi-continu ;
- deux mesures à l'émission par an :
  - 1) du fluorure d'hydrogène ;
  - 2) du cadmium et de ses composés ;
  - 3) du thallium et de ses composés ;
  - 4) du mercure et de ses composés ;
  - 5) du plomb ;
  - 6) du total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V) ;
  - 7) des dioxines et furannes.

Les résultats des teneurs en métaux devront faire apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulières et gazeuses avant d'effectuer la somme.

Les résultats des mesures doivent être exprimés avec l'indication des valeurs limites et de la norme de référence de la méthode d'analyse utilisée pour chaque élément.

Disposition relative à la mesure en semi-continu des dioxines et furannes.

L'exploitant doit réaliser la mesure en semi-continu des dioxines et furannes.

Les échantillons aux fins d'analyse sont constitués selon la fréquence définie à l'article 3.2.5.4.

Lorsqu'un résultat d'analyse des échantillons prélevés par le dispositif de mesure en semi-continu dépasse la valeur limite définie à l'article 3.2.5.4, l'exploitant doit faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, une mesure ponctuelle à l'émission des dioxines et furannes selon la méthode définie à l'article 3.2.5.4.

Ce dépassement est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

#### **Constats :**

L'exploitant transmet tous les trimestres à l'inspection un rapport présentant les résultats de la surveillance de l'incinérateur en particulier pour le suivi des émissions atmosphériques.

Ce rapport comprend :

- la synthèse des rejets atmosphériques des 3 lignes ;
- le suivi des valeurs BATAEL ;
- le suivi mensuel des résultats des cartouches de dioxines et furanes à l'émission des 3 lignes avec le planning associé ;
- le planning des opérations QAL3 sur les 3 lignes pour les analyseurs titulaires et redondants.

Plus précisément (cf point de contrôle n°7), le rapport comprend, par ligne, au regard des seuils

réglementaires :

- un tableau de suivi des résultats en moyenne journalière ;
- un tableau présentant le nombre de dépassement des seuils en moyennes journalières ;
- un tableau présentant le nombre de dépassement des seuils en moyennes semi-horaires ;
- les valeurs non validées sur défaut de l'analyseur ;
- le cumul de dépassement annuel ;
- les remarques éventuelles sur les dépassements des rejets gazeux.

Concernant les analyses semestrielles par un organisme accrédité, l'exploitant indique qu'ils ont retenu le laboratoire SOCOR AIR.

Par sondage le rapport du 1<sup>er</sup> semestre 2022 pour les 3 lignes est présenté.

L'inspection a vérifié que les références de l'agrément (arrêté en vigueur au moment de la réalisation des prélèvements du 17 décembre 2021 paru au JO du 31 décembre 2021) et de l'accréditation, la liste des agréments, la confirmation sur les tableaux des résultats que les mesures sont rendues sous couvert de l'accréditation, figurent dans le rapport.

L'inspection a également vérifié que les éléments importants mentionnés dans l'annexe 4 de l'AM du 11/03/2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère, figurent dans le rapport.

Les rapports des organismes sont joints aux rapports trimestriels. L'inspection note que, au-delà de la vérification de la conformité des résultats, l'exploitant ne réalise pas de corrélation avec les résultats des mesures en continu permettant de fiabiliser les mesures de l'auto-surveillance (cf observation).

A noter que depuis 2017, 5 analyses inopinées ont été effectuées sur demande de la DREAL (2017, 2018, 2020, 2021, 2022). Ces analyses inopinées, réalisées sur les paramètres prévus par l'article 28 de l'AM du 20/09/02, remplacent l'analyse semestrielle du semestre considéré.

Concernant l'analyse semi-continue des dioxines et furanes, l'exploitant présente les tableaux de résultats sur 2022 pour les 3 lignes et le planning du retrait des cartouches.

Sur 2022, aucune analyse des cartouches n'a nécessité de contre-analyse. L'exploitant précise que l'examen des résultats des échantillons antérieurs a montré que les dépassements ponctuels étaient liés à des phases de redémarrage des lignes. Afin de supprimer ces pics l'exploitant réalise lors des phases de démarrage et avant l'enfournement des déchets, des injections de chaux et de coke de lignite directement dans le dépoussiéreur, ce qui permet de supprimer les pics.

**Observation :**

L'inspection propose à l'exploitant d'ajouter dans les rapports semestriels un tableau présentant de façon synthétique :

- les résultats de la mesure du laboratoire agréé ;
- les résultats de la mesure en continu sur la même plage horaire ;
- le delta entre les 2 mesures et l'appréciation du différentiel ;
- les valeurs limites.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 10 : Envol de déchets au centre de tri**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 2.1.6.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets ménagers pré-triés , DICB et encombrants
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Le stockage extérieur de balles de collecte sélective est situé à l'arrière du bâtiment du centre de tri sur une surface maximale de 780 m<sup>2</sup> (30m x 26m).</p> <p>Les balles sont disposées dans des alvéoles constituées sur 3 cotés de blocs en béton préfabriqué d'environ 3m de haut en fonctionnement normale et de 4m en fonctionnement exceptionnel. La hauteur des déchets est inférieure à la hauteur des blocs.</p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour que ce stockage extérieur ne soit pas à l'origine d'envols de déchets, en particulier pendant les opérations de chargement.</p> <p>Le reste du stockage des balles est effectué à l'intérieur du centre de tri.</p>
<p><b>Constats :</b>  Ce point de contrôle a été ajouté suite à la visite du quai de déchargement du centre de tri, visite réalisée consécutivement aux travaux de réaménagement de la fosse de réception sur le premier trimestre 2023.</p> <p>L'inspection note que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors du chargement d'un camion avec des balles de déchets triés, des déchets sont disséminés sur la plate-forme de tri ;</li> <li>• dans la zone de stockage extérieur des déchets triés, les balles constituées des déchets de PEHD notamment sont défectueuses et ne permettent pas de maintenir la cohésion des déchets, ce qui conduit à une dispersion de déchets sur la zone de stockage ;</li> <li>• à la suite du chargement du camion, une balayeuse est mise en action afin de rassembler les déchets ;</li> <li>• l'action de la balayeuse, n'est pas suffisante pour éviter les envols de déchets.</li> </ul> <p>L'exploitant précise qu'au minimum avec une fréquence hebdomadaire, une équipe procède au nettoyage des alentours de l'installation.</p> <p>L'inspection n'a pas noté une dispersion de déchet en dehors du site, le jour de la visite le vent était modéré.</p>
<p><b>Écart à corriger :</b>  Les modalités de stockage des balles de déchets triés, de chargement des camions, de nettoyage de la zone doivent être améliorées pour limiter les envols de déchets.</p> <p>Délai 28 jours</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



# Annexe 1 : Exemple tableau de résultats du mois d'octobre 2022 du four 1

USINE DE CALCE TABLEAU DE SUIVI MENSUEL DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES EN CONTINU

Four n° 1 octobre 2022

Teneur à 11% de O2 sur sec															Référence		Flux journaliers					Heures de marche du four		ANOMALIES
Débit 11h02 sec Nm3/h		Vitesse m/s	Temp T25 < à 850°C	Poussières 1 à 5 (1) mg/Nm3	COT 1 à 10 (1) mg/Nm3	HCl 1000 mg/Nm3	SO2 5000 mg/Nm3	NOx 200 (1) mg/Nm3	CO 5 à 30 (1) mg/Nm3	NH3 30 mg/Nm3	CO2 sec %	H2O %	O2 %	Poussières kg/j	COT kg/j	HCl kg/j	SO2 kg/j	NOx kg/j	CO kg/j	NH3 kg/j				
01-oct	61 823	21,69	1 010,3	0,17	0,78	7,11	133,65	138,94	1,20	0,16	9,30	22,25	9,46	0,25	1,16	10,52	20,10	208,47	1,77	0,24	24,00			
02-oct	60 874	21,74	1 009,5	0,19	0,82	3,52	135,96	135,96	0,80	0,39	9,24	22,43	9,37	0,27	1,21	5,16	7,57	199,10	1,18	0,56	24,00			
03-oct	60 118	21,86	1 002,7	0,21	0,85	2,27	133,68	133,68	1,49	0,24	9,31	22,51	9,67	0,31	1,22	3,28	8,47	183,37	2,12	0,33	24,00			
04-oct	59 883	20,88	1 001,6	0,16	0,86	4,99	133,62	128,52	1,49	0,30	9,29	22,16	9,48	0,23	1,12	6,90	10,92	182,43	2,09	0,42	24,00			
05-oct	59 883	20,70	1 009,4	0,14	0,42	5,07	137,68	127,68	1,04	0,30	9,14	21,55	9,47	0,20	0,80	7,15	10,94	181,16	1,47	0,42	24,00			
06-oct	59 882	20,44	1 012,0	0,13	0,08	6,74	130,43	130,43	0,63	0,21	9,09	21,13	9,45	0,18	0,12	8,62	11,08	184,51	1,31	0,30	24,00			
07-oct	59 835	21,09	1 010,7	0,26	0,00	6,34	134,71	124,71	1,30	0,25	9,19	21,69	9,48	0,42	0,01	9,11	8,03	173,71	1,88	0,36	24,00			
08-oct	59 872	20,72	1 014,7	0,15	0,02	7,54	134,55	124,55	0,84	0,23	9,27	21,55	9,50	0,18	0,03	10,57	13,46	175,72	0,91	0,32	24,00			
09-oct	58 694	20,37	1 015,7	0,13	0,07	7,40	134,03	124,93	0,45	0,22	9,26	21,98	9,27	0,21	0,10	10,38	14,20	175,46	0,63	0,31	24,00			
10-oct	60 464	21,64	1 015,3	0,16	0,35	6,76	137,22	127,22	1,46	0,29	9,29	22,77	9,45	0,24	0,50	8,62	8,14	184,91	2,12	0,41	24,00			
11-oct	60 628	21,91	1 015,7	0,15	0,60	6,80	125,56	125,56	2,32	0,33	9,30	22,42	9,64	0,22	0,87	9,89	8,01	183,15	3,39	0,47	24,00			
12-oct	59 318	21,46	1 012,8	0,16	0,82	6,25	117,27	117,27	2,88	0,59	9,34	21,59	9,77	0,23	1,16	8,96	11,55	167,86	4,10	0,54	24,00			
13-oct	59 188	21,03	1 024,0	0,16	0,85	7,31	117,20	117,20	1,78	0,30	9,29	21,12	9,66	0,22	1,20	10,38	11,74	168,68	2,55	0,71	24,00			
14-oct	59 249	21,22	1 018,4	0,16	0,09	6,86	124,98	124,98	2,12	0,45	9,38	21,76	9,63	0,22	1,41	9,88	6,03	178,13	3,03	0,63	24,00			
15-oct	59 435	21,36	1 021,3	0,14	1,05	7,30	127,32	127,32	1,86	0,37	9,27	21,16	9,70	0,20	1,49	10,38	11,28	181,89	2,24	0,39	24,00			
16-oct	60 247	21,71	1 016,8	0,15	1,04	7,37	133,91	133,91	1,56	0,27	9,24	22,28	9,68	0,21	1,50	10,67	8,59	194,04	2,24	0,39	24,00			
17-oct	60 240	21,63	1 014,0	0,15	1,18	6,85	132,03	132,03	1,68	0,36	9,21	22,46	9,75	0,22	1,71	8,88	8,20	191,61	2,39	0,52	24,00			
18-oct	62 408	22,01	1 014,6	0,14	1,35	6,26	134,86	134,86	2,70	0,68	8,81	21,73	9,48	0,21	2,00	8,43	5,67	201,99	4,04	1,01	23,59			
19-oct	63 460	21,83	1 015,2	0,14	1,28	6,16	136,11	136,11	3,94	0,82	8,86	21,19	9,24	0,21	1,95	9,37	3,59	207,59	5,10	1,24	24,00			
20-oct	61 489	21,37	1 015,5	0,12	1,23	7,31	135,74	135,74	1,94	0,29	8,86	20,33	9,45	0,18	1,62	10,79	5,91	200,81	2,88	0,42	24,00			
21-oct	62 325	22,22	1 011,2	0,14	1,33	6,64	128,18	128,18	2,39	0,15	8,88	21,08	9,60	0,21	1,88	8,92	4,27	182,31	3,58	0,22	24,00			
22-oct	59 827	21,45	1 013,9	0,13	1,39	7,28	125,95	125,95	1,66	0,27	9,12	21,00	9,66	0,19	2,00	10,44	14,52	181,43	2,39	0,39	24,00			
23-oct	62 223	22,10	1 010,8	0,14	1,39	6,59	136,90	136,90	1,61	0,44	8,82	21,45	9,49	0,22	2,07	8,63	5,22	204,88	2,41	0,66	24,00			
24-oct	64 688	22,89	1 011,1	0,15	1,39	6,02	140,02	140,02	2,34	0,60	8,82	21,69	9,36	0,24	2,16	8,38	4,75	217,62	3,67	1,25	24,00			
25-oct	61 755	22,29	1 010,9	0,15	1,37	6,65	113,85	113,85	1,57	0,59	9,07	21,89	9,65	0,22	2,01	8,33	10,16	186,00	2,33	0,83	24,00			
26-oct	59 305	21,06	1 010,5	0,17	1,52	5,17	97,20	97,20	1,69	1,03	9,08	21,44	9,57	0,23	2,13	7,32	6,65	138,20	2,28	1,46	23,55			
27-oct	59 413	21,19	1 004,7	0,17	1,43	5,18	101,91	101,91	1,50	1,68	8,89	20,42	9,52	0,19	1,67	5,91	7,15	116,88	2,02	1,86	19,15			
28-oct	61 107	21,62	1 005,3	0,18	1,34	5,97	130,66	130,66	1,68	0,81	8,88	21,21	9,62	0,27	1,97	8,61	7,12	192,57	2,47	1,18	24,00			
29-oct	57 160	20,35	1 005,2	0,15	1,37	6,78	124,66	124,66	1,61	0,45	9,04	20,47	9,81	0,21	1,86	14,60	24,14	173,78	2,24	0,62	24,00			
30-oct	60 634	21,63	1 014,7	0,17	1,37	6,78	137,43	137,43	0,88	0,61	9,07	20,86	9,67	0,26	2,08	10,32	11,85	209,72	1,34	0,92	24,00			
31-oct	61 348	21,86	1 010,6	0,18	1,40	6,69	137,46	137,46	1,47	0,62	9,06	21,33	9,63	0,24	2,05	10,29	8,42	202,68	2,18	0,61	25,00			

BILAN MENSUEL

MOYENNES MENSUELLES										Référence		FLUX MENSUELS					Heures de marche du four														
Débit 11h 02 Nm3/h	Vitesse m/s	Non Respect temp T25 800°C	Poussières mg/Nm3	HCL mg/Nm3	SO2 mg/Nm3	NOx mg/Nm3	CO mg/Nm3	NH3 mg/Nm3	CO2 sec %	H2O %	O2 %	Poussières kg/j	COT kg/j	HCl kg/j	SO2 kg/j	NOx kg/j	CO kg/j	NH3 kg/j													
60 417	21,48		0,15	6,46	8,89	127,60	1,66	0,47	9,11	21,61	9,56	7,09	286,91	286,91	299,03	3 755,07	74,88	20,31													
Dépassements des seuils en moyennes journalières de l'arrêté préfectoral			Poussières	COT	HCL	SO2	NOx	CO	NH3																						
			M/jour	M/jour	M/jour	M/jour	M/jour	M/jour	M/jour																						
			10	10	50	200	50	30	30																						
			0	0	0	0	0	0	0																						
seuil en mg/Nm3																															
nb de jours de dépassement																															
			Poussières	COT	HCL	SO2	NOx	CO	NH3																						
			0	0	0	0	0	0	0																						
nb de moyennes journalières invalides																															
cumul heures de dépassement annuel																															

## BILAN MENSUEL

Moyennes mensuelles				MOYENNES MENSUELLES										Référence										FLUX MENSUELS										Heures de marche						
Débit 11% O2				Non Respect		Poussières		COT		HCL		SO2		NOx		CO		NH3		CO2		H2O		O2		Poussières		COT		HCl		SO2		NOx		CO		NH3		du four
Nm3/h				m/s		mg/Nm3		mg/Nm3		mg/Nm3		mg/Nm3		mg/Nm3		mg/Nm3		mg/Nm3		%		%		%		kg/mois		kg/mois		kg/mois		kg/mois		kg/mois		kg/mois		du jour		
60 417				21,48		0,16		0,96		6,46		6,88		127,60		1,66		0,47		9,11		21,61		9,56		7,09		43,16		286,91		299,03		5 735,07		74,89		20,51		

Dépassements des seuils en moyennes journalières de l'arrêté préfectoral

Poussières	COT	HCl	SO2	NOx	CO	NH3
M/jour	M/jour	M/jour	M/jour	M/jour	M/jour	M/jour
10	10	50	200	30	30	30
0	0	0	0	0	0	0

seuil en mg/Nm3  
nb de jours de dépassement

Moyennes non valides sur défaut de l'analyseur

Poussières	COT	HCl	SO2	NOx	CO	NH3
M/jour	M/jour	M/jour	M/jour	M/jour	M/jour	M/jour
10	10	50	200	30	30	30
0	0	0	0	0	0	0

nb de moyennes journalières invalides

Poussières	COT	HCl	SO2	NOx	CO	NH3
M/jour	M/jour	M/jour	M/jour	M/jour	M/jour	M/jour
10	10	50	200	30	30	30
0	0	0	0	0	0	0

cumul heures de dépassement annuel

Dépassements des seuils en moyennes semi-horaires de l'arrêté préfectoral

Poussières	COT	HCl	SO2	NOx	CO	NH3
M.12 heure	M.12 heure	M.12 heure	M.12 heure	M.12 heure	M.12 heure	M.12 heure
30	30	20	60	200	400	100
0	0	0	0	0	0	0

seuil en mg/Nm3  
nb de moyennes semi-horaires de dépassement

% dépassement moyen sur 10 minutes de CO > 150mg/Nm3

Poussières	COT	HCl	SO2	NOx	CO	NH3
M.12 heure	M.12 heure	M.12 heure	M.12 heure	M.12 heure	M.12 heure	M.12 heure
30	30	20	60	200	400	100
0	0	0	0	0	0	0

(1): Mesures BATAEL

Remarque sur les dépassements relevés  
Jours Incidents  
29/10/2022  
Dépassement VLE pour HCl  
1/6 d'injection de chaux cassée